

Brochure n° 3301

Convention collective nationale

IDCC : 2098. – **PRESTATAIRES DE SERVICES
DANS LE DOMAINE DU SECTEUR TERTIAIRE**

AVENANT « SALAIRES » DU 19 MAI 2008

NOR : *ASET0850807M*

IDCC : *2098*

Entre :

Le syndicat national des cabinets de recouvrement de créance et de renseignements commerciaux (ANCR) ;

Le syndicat national des professionnels du recouvrement (SNPR) ;

La fédération nationale de l'information d'entreprise et de la gestion de créance (FIGEC) ;

Les services intégrés du secrétariat et des téléservices (SIST) ;

Le syndicat national des professionnels de l'hébergement (SYNAPHE) ;

Le syndicat des professionnels des centres de contact (SP2C) ;

Le syndicat national des prestataires de services d'accueil (SNPA) ;

Le syndicat national des organisateurs et réalisateurs d'actions promotionnelles et commerciales (SORAP),

D'une part, et

La F3C-CFDT ;

La fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services (FNECS) CFE-CGC ;

La CSFV-CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point est fixée à 3,17 €.

Pour le coefficient 120, le taux horaire brut est de 8,71 € bruts.

Les indices de rémunération des qualifications sont modifiés :

Statut employé :

- niveau I, coefficient 120 : indice de rémunération de 417 au lieu de 416 ;
- niveau I, coefficient 130 : indice de rémunération de 418 au lieu de 417.

Statut cadre :

- niveau VII, coefficient 330 : indice de rémunération de 875 au lieu de 873.

Les grilles des rémunérations mensuelles et annuelles garanties sont donc modifiées dans les conditions prévues en annexe au présent accord.

Article 2

Si, après l'augmentation du SMIC devant avoir lieu au 1^{er} juillet 2008, les présentes grilles de rémunérations minimales conventionnelles venaient à être inférieures au nouveau SMIC, les partenaires sociaux prennent l'engagement de se réunir dans les meilleurs délais afin de négocier une nouvelle grille de salaire, et, en tout état de cause, de porter ce point à l'ordre du jour de la première commission mixte paritaire qui suivra l'augmentation sus-mentionnée.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, et les parties conviennent de le présenter à l'extension auprès du ministère compétent, à l'expiration du délai légal d'opposition.

Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 19 mai 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Grille des rémunérations minimales mensuelles

Base 151,67 heures

Pour le coefficient 120, le taux horaire brut est de 8,71 € bruts.

(En euros.)

STATUT	NIVEAU	COEFFICIENT	INDICE de rémunération	SALAIRE MINIMUM conventionnel	
				Valeur du point	Salaire
Employés	I	120	417	3,17	1 321,89
		130	418	3,17	1 325,06
		140	419	3,17	1 328,23
	II	150	421	3,17	1 334,57
		160	430	3,17	1 363,10
	III	170	450	3,17	1 426,50
		190	470	3,17	1 489,90
Techniciens Agents de maîtrise	IV	200	502	3,17	1 591,34
		220	534	3,17	1 692,78
	V	230	551	3,17	1 746,67
		240	567	3,17	1 797,39
	VI	250	583	3,17	1 848,11
		260	604	3,17	1 914,68
Cadres	VII	280	700	3,17	2 219,00
		300	845	3,17	2 678,65
		330	875	3,17	2 773,75
	VIII	360	964	3,17	3 055,88
		390	1044	3,17	3 309,48
		420	1123	3,17	3 559,91
	IX	450	1374	3,17	4 355,58
		500	1626	3,17	5 154,42
		550	1794	3,17	5 686,98

ANNEXE II

Grille des rémunérations minimales annuelles

Base 151,67 heures

Pour le coefficient 120, le taux horaire brut est de 8,71 € bruts.

(En euros.)

STATUT	NIVEAU	COEFFICIENT	INDICE de rémunération	SALAIRE MINIMUM conventionnel	
				Valeur du point	Salaire
Employés	I	120	417	3,17	15 862,68
		130	418	3,17	15 900,72
		140	419	3,17	15 938,76
	II	150	421	3,17	16 014,84
		160	430	3,17	16 357,20
	III	170	450	3,17	17 118,00
		190	470	3,17	17 878,80
Techniciens Agents de maîtrise	IV	200	502	3,17	19 096,08
		220	534	3,17	20 313,36
	V	230	551	3,17	20 960,04
		240	567	3,17	21 568,68
	VI	250	583	3,17	22 177,32
		260	604	3,17	22 976,16
Cadres	VII	280	700	3,17	26 628,00
		300	845	3,17	32 143,80
		330	875	3,17	33 285,00
	VIII	360	964	3,17	36 670,56
		390	1 044	3,17	39 713,76
		420	1 123	3,17	42 718,92
	IX	450	1 374	3,17	52 266,96
		500	1 626	3,17	61 853,04
		550	1 794	3,17	68 243,76

ANNEXE III

Grille de salaire complémentaire

1. Les effectifs concernés.

Il s'agit des effectifs commerciaux, en charge de clientèle, et dont une partie de la rémunération est, par nature, variable, de chacune des sociétés du secteur concerné, classés selon la grille de classification à partir du coefficient 280.

2. Les modalités de détermination de la grille de garantie annuelle de rémunération.

En complément de la grille des rémunérations minimales conventionnelles mensuelles, il est établi une grille de garantie annuelle de rémunération déterminant ainsi une possibilité de ramener la rémunération minimale à moins de 10 %, sous réserve de prévoir une rémunération annuelle correspondant au total de la rémunération mensuelle minimale, multiplié par 12, majoré de 10 %.

Dans ces conditions, la grille de garantie annuelle de rémunération pour les effectifs concernés s'établit de la façon suivante :

(En euros.)

STATUT	NIVEAU	COEF.	INDICE de rémunération	SALAIRE MINIMUM conventionnel		
				Valeur du point	Mensuel	Annuel
Cadres	VII	280	700	3,17	1 997,10	29 290,80
		300	845	3,17	2 410,79	35 358,18
		330	875	3,17	2 496,38	36 613,50
	VIII	360	964	3,17	2 750,29	40 337,62
		390	1 044	3,17	2 978,53	43 685,14
		420	1 123	3,17	3 203,92	46 990,81
	IX	450	1 374	3,17	3 920,02	57 493,66
		500	1 626	3,17	4 638,98	68 038,34
		550	1 794	3,17	5 118,28	75 068,14

3. La présente grille de rémunération annuelle est basée sur une durée de travail égale à 151,67 heures par mois et sur une présence continue dans l'entreprise au cours des 12 mois de l'année civile considérée.

Un coefficient *pro rata temporis* devra donc être appliqué pour toute année civile incomplète, du fait notamment de l'arrivée ou du départ de l'entreprise en cours d'année civile.

4. La présente grille constitue un tout indivisible et indissociable avec la grille des rémunérations minimales conventionnelles prévue par la convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le secteur tertiaire.